

# LA PAROLE AUX OUVRIERS !

Le Congrès de la C.G.T. avait décidé d'appeler les ouvriers à protester contre les décrets-lois, dans des meetings le 26 novembre. Il n'avait pas pris de position ferme en faveur de la grève générale. Mais les travailleurs ont commencé, au cours de cette semaine, à montrer comment ils entendaient, eux, mener la lutte, et du même coup, ils ont engagé la C.G.T. toute entière dans l'action.

Ils n'ont pas attendu les meetings du 26 pour riposter sur le champ aux patrons pour qui les lois sociales de juin 36 n'existent plus.

C'est dans les produits chimiques que les grèves ont éclaté dès lundi. Chez Hutchinson (pneumatiques) à Puteaux, chez Kuhlman à Aubervilliers, chez Kuhlman à Wattrelos, à Saint-Gobain, à Wasquehal, chez Cail à Denain, aux raffineries de Donges, les ouvriers ont occupé l'entreprise pour protester contre la semaine de six jours, rétablie alors que tous les ouvriers ne font pas quarante heures chaque semaine, et qu'il y a un chômage croissant.

La lutte pour le retour aux 5x8, pour le maintien des 40 heures, pour l'abrogation des décrets-lois, a été engagée par la masse des travailleurs.

Daladier et Sarraut ont aussitôt donné des ordres à la police et à la garde mobile pour faire évacuer les entreprises, par la force. A Puteaux et à Aubervilliers, on a enfoncé les portes, arrêté des grévistes, terrorisé la population.

Mais les travailleurs ont déjoué cette manœuvre par leur initiative et celle qu'ils ont imposée, dans la majeure partie, à leurs responsables syndicaux.

Le mardi, en riposte à Gignoux, Doriot, Daladier et Reynaud, la lutte s'est élargie, et le Comité Confédéral National de la C.G.T. n'a pas pu ne pas envisager un mouvement, devenu irrésistible, de grève générale.

A Valenciennes, la grève de la métallurgie est générale. A Fives-Lille, 1.000 ouvriers ont refusé de faire des heures supplémentaires. A Dunkerque, chez Lefrinkonke, 700 ouvriers ont refusé de faire des heures supplémentaires. A Denain-Anzin, les 3.500 métallos sont en grève. Les 2.000 métallos de Dunkerque se sont refusés aux dérogations. La classe ouvrière du Nord entre en lutte.

A Saint-Ouen, les ouvriers de la Société des pétroles sont en grève, et c'est partout, dans la Région Parisienne, à Lyon, à Nantes, que les travailleurs s'affirment décidés à briser les décrets-lois et à restaurer les lois sociales de 1936.

Notre parti salue avec joie ce mouvement des masses, dont il est totalement solidaire et qu'il avait envisagé dès l'annonce du plan Reynaud.

Mais il faut que le mouvement soit victorieux, et pour cela, il ne faut pas perdre de vue les points suivants.

1° La grève ne peut être vraiment efficace actuellement que si elle est accompagnée de l'OCCUPATION DES ENTREPRISES, et de sa protection par toute la population. En faisant évacuer les locaux, les patrons, aidés de la police et du gouvernement se préparent à briser le bloc des grévistes, en réaménageant et tournant au ralenti, en provoquant des divisions, en lançant des agents fascistes qui sabotent le mouvement. C'est justement ce qui s'est passé pour la grève de la métallurgie en avril.

2° Les Sections syndicales de base, comités d'usine et Conférences des délégués ouvriers doivent conserver le contrôle sur le mouvement et l'organiser par des liaisons locales, étroites. Si la direction du mouvement est abandonnée aux mains des dirigeants confédéraux, les expériences antérieures se reproduiront. Or, la situation est trop grave pour que les travailleurs acceptent d'être trahis une fois de plus.

Il faut réunir le plus grand nombre de Conférences des Sections d'entreprises et des délégués ouvriers pour discuter de tous les points de la marche de la lutte.

Limiter la grève à une démonstration de 24 heures, c'est laisser le problème insoluble. C'est pourquoi la grève doit avoir pour but LE SUCCÈS des revendications ouvrières, à commencer par l'abrogation des décrets-lois « sociaux ».

3° Les ouvriers n'entrent pas en lutte simplement pour faire remplacer Daladier par Herriot ou Chautemps. En avril, la grève des métaux a été utilisée par les diplomates confédéraux pour remplacer Blum par Daladier. En novembre, tout se passe comme si on voulait utiliser les grèves pour remplacer Daladier par Herriot, ou même Reynaud en personne, que les journaux réformistes évitent autant que possible d'attaquer directement.

Les travailleurs entrent en lutte pour défendre les intérêts des exploités contre les exploités, les intérêts de la masse laborieuse, de la classe ouvrière, contre ceux du grand patronat avide de superprofits.

Il faut opposer au patronat de droit-divin, qui affiche à nouveau son bon plaisir, outre l'abrogation des décrets-lois :

a) LE CONTROLE SUR L'EMBAUCHE ET LE DEBAUCHAGE, par les Comités d'entreprises, et le maintien des 40 heures.

b) Le renouvellement des conventions collectives comprenant l'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES, pour parer aux conséquences de la hausse des prix.

c) LA NATIONALISATION DES GRANDES INDUSTRIES, sans indemnités.

Si l'on veut faire payer les riches, ce sont ces objectifs qu'il faut atteindre !

Le grand capitalisme croit son heure revenue. Afin de faire payer aux travailleurs 50 milliards de réarmement pour la défense des coffres-forts, il veut instaurer un régime d'esclavage.

Le bloc des exploités d'Hutchinson lui répond : Il y a 400 femmes, 250 Nord-Africains, 350 Français, 100 immigrés. Voilà la riposte aux décrets de Sarraut contre les immigrés : tous les exploités, sans distinction de sexe et de nationalités, sont unis contre le capitalisme.

C'est cette unité de lutte que le patronat veut briser !

C'est le moment de se souvenir de la grève Goodrich, il y a un an, de la grève de la métallurgie en avril. Unis dans la lutte ! Objectifs de lutte clairs ! Echéec aux provocations fascistes ! La parole aux ouvriers !

## PLACE D'ITALIE

Jeudi 17, le Front populaire du 13<sup>e</sup> avait organisé une démonstration de rue contre les décrets-lois, place d'Italie, à la sortie des usines. Plusieurs milliers d'ouvriers des usines Gnome et Rhône, Panhard et autres boîtes du quartier arrivèrent en rangs serrés au chant de l'Internationale et en scandant « Daladier, démission ! A bas les décrets Reynaud ! »

La police, prévenue, attendait avec la garde mobile. Elle tenta d'empêcher les manifestants d'arriver jusqu'à la place. A plusieurs reprises, elle chargea, avec une grande brutalité. Les agents tapaient aussi bien sur les femmes et les enfants que sur les hommes, dont beaucoup se défendaient avec courage.

Il y eut une douzaine d'arrestations et plusieurs blessés.

Voilà comment le gouvernement des radicaux répond aux ouvriers et à la population qui luttent pour le pain ! Les prolétaires doivent se regrouper, continuer à manifester contre les décrets-lois de misère, exiger le retour aux 40 heures, l'échelle mobile des salaires, le contrôle ouvrier sur la production, l'expropriation des trusts, et s'organiser pour la défense, côte à côte avec toute la population laborieuse.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)  
Section Française de la IV<sup>e</sup> Internationale

## LA GREVE GENERALE

voulue par la classe ouvrière

contre le plan des affameurs Doriot - La Rocque - Daladier - Reynaud doit avoir pour mots d'ordre :

Respect des 40 heures ! Echelle mobile des salaires !

Contrôle ouvrier sur la production et nationalisation sans indemnités des grandes industries !

Dépenses sociales aux dépens du budget de guerre !

Quel plan, quel programme de résistance et d'action le prolétariat doit opposer au plan de famine Paul Reynaud Daladier, ou de leurs successeurs ?

Un plan qui correspond à la situation. Ce ne peut être qu'un plan ou programme, correspondant à tous les besoins de notre époque et de la situation. Rappelons-en les caractéristiques essentielles.

1) La situation présente et plus particulièrement des symptômes extérieurs comme nous l'avons déjà vu à propos du duel Marchandau-Reynaud révèle bien que le système capitaliste est à son plus bas degré de pourriture. La bourgeoisie, comme le montre la lutte actuelle à propos du plan Reynaud, est extrêmement divisée sur la question de savoir si elle doit faire un dernier essai de capitalisme « démocratique » (démocratie à la Reynaud-Daladier), ou bien cédant le régime en décomposition de la camisole de fer du fascisme.

Le régime actuel n'est pas seulement mûr pour être remplacé par le régime socialiste. Il est pourri. C'est cette pourriture accentuée qui pose le dilemme : ou son sauvetage momentané par le fascisme, ou la révolution socialiste.

2) Mais le régime a beau être mûr depuis longtemps pour la révolution socialiste, les directions « ouvrières » coalisées au Parti radical, sous le nom du « Front populaire », ont fait tout ce qu'elles ont pu pour le sauver contre la révolution. Le Front populaire a brisé la vague montante de la révolution en juin 36. Par suite, il a fait refluer cette vague. Il a même permis depuis ce moment, en la brisant dans les carcans de la collaboration de classe (conciliation et arbitrage obligatoires, sacrifices au nom de la Défense Nationale, etc.) à la vague opposée, à la contre-offensive patronale de se donner libre cours. Munich marque la volonté de la bourgeoisie d'utiliser l'échec du criminel bellicisme stalinien pour accélérer d'autant plus sa contre-offensive contre les masses de juin 36, pour en finir avec ce qui reste de la « révolution commencée ».

Il résulte de cette situation que le programme de résistance de la classe ouvrière à la contre-offensive de la réaction patronale, devra partir d'une ligne de résistance, marquée par les plus minimes revendications ouvrières et démocratiques, auxquelles s'accrochent les masses balayées par le flot adverse. Mais comme d'autre part, la situation économique impose les solutions de socialisme, notre programme devra constituer un « pont » entre les revendications ouvrières et démocratiques et les solutions de la révolution socialiste.

3) En juin 36, la révolution était possible, la prise de pouvoir était possible, pour réaliser les solutions socialistes pour lesquelles le régime était mûr. Les ouvriers ont mis la main sur la propriété capitaliste, à l'usine. Mais les directions ouvrières (PS, PC) ont

fait tout ce qu'elles ont pu pour empêcher la révolution, la prise de pouvoir (« Non, tout n'est pas possible » de Thorez : lutte contre les occupations, etc...). Depuis, cette attitude du Front populaire n'a fait que rendre la révolution de plus en plus difficile, en facilitant le déploiement de la contre-révolution et de son parti « démocratique » (radical), en accentuant le recul de la classe ouvrière. Cependant, comme tend à le prouver l'exemple de l'Autriche et de l'Espagne, il est loin d'être exclu que la classe ouvrière, acculée au recul, ne puisse pas sous le fouet de la provocation d'une insurrection fasciste, se lancer dans une contre-insurrection pour la prise du pouvoir. La période de recul commencée au lendemain de juin 36, a été marquée par quatre grèves générales, imposées à l'origine malgré la direction officielle qui s'y adapte pour mieux les briser. Aujourd'hui même les sommets de la CGT complètement pourris par la collaboration de classe, sont obligés de s'adapter à la volonté de riposte et de grève générale de la masse, contre le Plan Reynaud.

Tout ceci montre que malgré le recul infligé à la classe ouvrière en premier lieu par sa direction, l'erreur la plus grave consisterait à s'adapter à l'avance à une perspective de défaite. Notre perspective est celle de la lutte, d'une lutte que nous voulons mener à partir de la lutte pour les revendications ou contre les fascistes, jusqu'à la lutte pour le pouvoir, puis le précéder dans ce régime agonisant la moindre lutte des travailleurs, à la condition d'être étendue et orientée, prend le caractère d'une offensive déclarée des exploités contre l'exploiteur.

C'est pourquoi notre programme réalise la soudure entre les luttes partielles et la lutte pour le pouvoir. C'est pourquoi, il oppose à ceux qui veulent sauver le régime par la dictature fasciste, à ceux qui veulent le sauver par la « démocratie » (le Front populaire) et qui ne font qu'un pont vers le fascisme, notre parti oppose le programme de la révolution socialiste par le gouvernement ouvrier et paysan. Dans le même temps, notre parti a le souci d'accroître au maximum son milieu d'influence, et les points d'appui pour la propagation de son programme.

Telles sont les caractéristiques du programme, en relation avec la situation. Voyons les principaux mots d'ordre.

Contre la vie chère et pour la défense des revendications ouvrières.

Le plan Reynaud, ainsi que nous l'avons vu la semaine dernière, c'est un plan de vie chère et de diminution catastrophique du niveau de vie des masses.

A ce plan, nous opposons la lutte contre le chômage, contre la cherté de vie, pour les revendications ouvrières et paysannes.

« La Quatrième Internationale, dit notre programme, déclare une guerre implacable à la politique des capita-

listes et celle de leurs agents les Réformistes qui, pour une part considérable, tendent à faire retomber sur les travailleurs tout le fardeau du militarisme, de la crise, du désordre des systèmes monétaires et autres maux de l'agonie capitaliste. Elle revendique du travail et une existence digne pour tous... »

« Contre la cherté de vie qui, au fur et à mesure que la guerre se rapprochera, prendra un caractère de plus en plus débridé, on ne peut lutter qu'avec le mot d'ordre de l'échelle mobile des salaires... »

Contre le chômage qui sera accru par l'expérience Reynaud, qui commence par 40.000 licenciements des chemins de fer, par la « Commission de la Hache », nous revendiquons le retour aux 40 heures, et l'application effective des 40 heures. Notre programme international préconise « l'échelle mobile heures de travail » : « Les syndicats et autres organisations de masse doivent lier ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont

pas par des engagements mutuels de solidarité. Le travail existant est réparti entre toutes les mains ouvrières existantes, et c'est ainsi qu'est déterminée la longueur de la semaine de travail. Le salaire de l'ouvrier reste le même qu'avec l'ancienne semaine de travail. Le salaire avec un minimum strictement assuré, suit le mouvement des prix... »

En France, l'application de l'échelle mobile de travail par la répartition du travail existant, aboutirait à une semaine inférieure à 40 heures. Mais MM. les capitalistes ne veulent même plus des 40 heures. C'est selon eux trop de loisirs pour l'ouvrier qu'ils veulent réduire à l'esclavage. Aux revendications des ouvriers et des chômeurs, la Quatrième Internationale lie indissolublement les revendications de toutes les catégories d'exploités : les jeunes, les vieux travailleurs, les fonctionnaires, les petites gens des villes et des campagnes, les paysans pauvres, les frères de l'ouvrier des villes : l'ouvrier agricole.

(Lire la suite page 4, 4<sup>e</sup> colonne)

LE CENTIÈME NUMÉRO DE LA "LUTTE OUVRIÈRE"

Nous sommes à nouveau poursuivis pour notre lutte contre la guerre ! Debout contre la répression !



1.500.000 chômeurs demeurent hors-la-loi.

Devront-ils occuper les mairies pour obtenir une augmentation de leur indemnité ?

Dans l'usine et la rue, le pouvoir aux ouvriers !

**L. TROTSKY**  
Blum-Jouhaux-Duchemin tombent d'accord mais les travailleurs poursuivent la lutte

**NOTRE POLITIQUE**  
LES NOTRES

**L'étape décisive**  
Passez des Comités de grève aux Comités d'usine permanents

contre l'offensive des exploités et des mercantis  
Aidez les paysans et les soldats à créer des Comités de casernes et des Conseils paysans

**Formez vos milices ouvrières**

EN AVANT pour un PUISSANT CONGRES des COMITES

Fac-similé du n° 1 de « La Lutte Ouvrière », paru en juin 36. Le P.O.I. y traçait les directives de lutte qui auraient empêché la contre-offensive patronale qui a mené à la situation actuelle. Ce numéro, comme le deuxième, fut saisi et poursuivi par le gouvernement Blum, qui préparait déjà la « pause » qui permit aux patrons de reprendre l'offensive contre les conquêtes arrachées par les ouvriers grâce à la grève générale.

Aujourd'hui paraît le centième numéro de la Lutte Ouvrière. Ce que cela représente de travail, de ténacité, d'efforts, de la part de notre parti, nos lecteurs doivent le savoir.

De la part du gouvernement et de ses valets, tout est fait et sera fait pour faire taire sa voix. Les poursuites se succèdent sans interruption.

Pour saluer le centième numéro de la Lutte ouvrière, le parquet ouvre de nouvelles poursuites contre nous !

Notre camarade Loret, gérant de La Lutte, a été inculpé cette semaine, de « provocations de militaires à la désobéissance », pour tout le contenu de « La Lutte ouvrière » du 30 septembre.

Ce numéro contenait en particulier le tract édité à cette date par notre parti, le Cercle Syndicaliste, le Syndicat des Techniciens, la C.G.T.S.R., etc. En nous frappant, la bourgeoisie veut frapper ceux qui sont restés fidèles à la classe ouvrière au moment même où les impérialistes s'approprient à nous jeter à la boucharde.

Ils montrent ainsi que leur « paix » de Munich ne fait que préparer une nouvelle guerre !

Notre camarade Charpy, condamnée à un an de prison, est menacée d'arrestation. Loret est inculpé. Il faut que tous nos lecteurs protestent contre cette répression, qu'ils se regroupent et soutiennent La Lutte de toutes leurs forces.

Souscrivez pour la défense de notre journal ! Souscrivez pour la défense du Parti Ouvrier Internationaliste et de ses militants ! Groupez-vous pour la diffusion de notre journal !

Reproduisons quelques-unes de ces revendications particulières.

La retraite des vieux avec des milliards du budget des marchés de canons.

ENEZ PROTESTER EN MASSE

## Contre les Pogroms de Berlin Contre les Décrets-lois de Paris

qui, en frappant les travailleurs immigrés et les grévistes, frayent la voie au fascisme

AU GRAND MEETING DU  
Secours International Solidarité et Liberté

Lundi 28 Novembre à 20 h. 30

Salle des Loisirs (P. S. O. P.) 42, Rue Rochechouart, 9<sup>e</sup>

ORATEURS :

CLART  
P.O.I.

FOUCAUD  
La Flèche

Gérard ROSENTHAL  
S.I.S.L.

COSTA  
J.S.R.

JACQUIER  
P.S.O.P.

UN ORATEUR  
S.I.A.

Participation aux frais : 2 frs

# La Minorité Révolutionnaire s'est exprimée au Congrès National de la C. G. T.

Le cercle syndicaliste lutte de classe entraîne  
l'opposition révolutionnaire dans la C. G. T.

Le Congrès de Nantes a été le Congrès de la faillite d'une politique. De fin 36 à novembre 1938, chaque travailleur peut apprécier où a conduit la classe ouvrière la politique confédérale de Front Populaire, de collaboration des classes. Mais ce fut aussi un congrès de bureaucrates syndicaux appointés. Pas un représentant d'un syndicat ouvrier de base ne s'y est exprimé. Tous les orateurs étaient secrétaires de fédérations ou d'union, tous, sauf un : le camarade Serret qui au nom du Cercle Syndicaliste Lutte de Classe, a exposé une politique révolutionnaire. Les résolutions ci-contre sont par elles-mêmes suffisamment indicatives de ce qu'a pu être l'intervention de Serret.

Malgré le petit nombre de délégués « Lutte de Classe », la voix des syndicats révolutionnaires non seulement s'est fait entendre à Nantes, mais s'est affirmée officiellement comme expression d'une opposition syndicale organisée. Toutes les manœuvres au Congrès, dans les commissions, pour éliminer les représentants du Cercle Syndicaliste Lutte de Classe, ont, en définitive, échoué, puisque les résolutions du Cercle sont parmi celles qui classent les courants confédéraux.

Volé une première victoire pour l'avant-garde syndicale. A côté, que dire du Congrès de Nantes ? Sinon que les bonzes syndicaux, entre eux, se débattaient comme larons en foire. Ils ont été un-

nimes à voter les rapports moral et financier. Seule la minorité « Lutte de Classe » a manifesté son vote « contre » malgré le caractère unique du vote dans les annales des Congrès Confédéraux : vote à mains levées, et non par mandat, du rapport moral de la C.G.T. De tous les Congrès confédéraux, tous les comptes rendus syndicaux notent les votes des syndicats de base sur le rapport moral. Novembre 1938, l'unité des façades des bonzes nécessite l'anonymat dans le vote et l'étouffement de l'expression démocratique de la minorité révolutionnaire.

A part ce vote scandaleux du rapport moral, « Amis de Syndicats » et « Amis de la Vie Ouvrière » se sont divisés sur deux séries de résolutions déjà commentées ici. Les stalinien de la V.O. ont abandonné leurs résolutions pour faire bloc avec les centristes confédéraux Charles Laurent, Vivier Merle. Les stalinien ne sont plus maintenant minoritaires, mais majoritaires dans la C.G.T. Ils l'étaient déjà en fait, aujourd'hui, c'est officiel.

La manœuvre stalinienne des modifications aux statuts confédéraux en vue d'être plus nombreux au C.C.N. a été mise en échec au Congrès par Charles Laurent et surtout Jouhaux. Devant cette hostilité de leurs alliés, Henri Reynaud, au nom des stalinien a simplement demandé au Congrès d'émettre un vœu. Ce qui fut fait. Attention ! Un vœu n'a pas la valeur

d'un vote précis. Les bureaucrates stalinien s'en sont aperçus au C.C.N.

L'unité des bureaucrates s'est maintenue à Nantes contre les intérêts de la classe ouvrière. Aucune action générale contre les décrets-lois Reynaud Daladier. Des résolutions, des discours suivis de manifestations creuses le 26, d'appels au parlement (le même qui a donné les pleins pouvoirs à Daladier !) d'appels au pays.

De grève générale, il en a juste été question de la part des dirigeants de la C.G.T. comme d'une vieille chose qu'on salue cérémonieusement. La bourgeoisie peut dormir tranquille, s'il n'y a que les dirigeants de la C.G.T. pour l'inquiéter. Heureusement, les travailleurs manifestent leur volonté de s'opposer par l'action directe aux décrets-lois.

Mais ils sont dans le même temps désorientés, sans direction de combat. La chute des effectifs syndicaux va s'accroître. L'unité de la bureaucratie syndicale se désunira sur un squelette. A moins que la minorité syndicale révolutionnaire poursuive son activité avec ardeur, cohésion de plus en plus grande, audace prudente et une orientation qui s'affirme nettement, sans confusion. L'entraînement des organisations syndicales au service de la lutte des classes en sera la conséquence. La bourgeoisie n'aura plus à contempler avec satisfaction les résultats de la politique des chefs dits ouvriers qui collaborent avec elle.

## Résumé de l'intervention du camarade Serret

C'est au début de la deuxième séance du Congrès que le camarade Serret intervient dans la discussion du rapport moral et financier, au nom de la minorité révolutionnaire des Cercles Lutte de Classe et des amis de l'Ecole Emancipée.

Son intervention durera plus d'une heure et se déroulera sur le plan révolutionnaire également éloigné du réformisme traditionnel que du néo-réformisme stalinien. En un langage direct et impitoyable, il pousse une charge à fond contre le Bureau Confédéral.

Il indique pourquoi la minorité votera contre le rapport financier et contre le rapport moral.

Le rapport financier constitue un véritable scandale. Sur un budget de 54 millions, la C.G.T. a versé à la caisse des grèves, durant ces 30 derniers mois, ce qui dérisoire somme de 409.000 francs. Par contre, le R.U.P. a reçu une somme formidable qui a été versée, 500.000 francs pour le film « La Marseillaise », plusieurs centaines de milliers de francs pour la défense nationale. L'entretien des « propriétés » se chiffre à 1 million 140.000 fr., « Measidor » a absorbé 2 millions 237.000 fr. et « Le Peuple », qui n'est pas lu, a exigé 7 millions 300.000 fr. ! Les appointés, seuls de l'appareil confédéral, 1 million 200.000 fr., 3 fois plus que pour les grèves !

Notre camarade s'attaque ensuite au rapport moral.

Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire d'affirmer la nécessité pour

la CGT d'en venir à la pratique du syndicalisme révolutionnaire. La faillite du régime capitaliste est éclatante. Il est indispensable de travailler à son renversement. La classe ouvrière groupée dans ses syndicats doit se préparer résolument à la lutte qu'il est indispensable d'entreprendre sans retard. Mais pour ce faire, la CGT doit rompre avec la traditionnelle politique du réformisme dont l'impuissance saute aux yeux. Elle doit, en particulier, et tout d'abord, se dégager de l'étreinte du cadavre puant qui est le Front populaire.

Le Front populaire, formidable es-croquerie sociale, non seulement n'a en fait rien pu réaliser de ce qu'il avait promis, mais encore il est parvenu à faire accepter à la classe laborieuse ce qu'elle n'aurait jamais accepté d'un gouvernement réactionnaire.

Pour se tirer du gâchis, il faut un programme et des méthodes de lutte. Au plan Reynaud-Daladier, qui se résume en trois termes : anéantissement des conquêtes de juin 36 ; surexploitation de la classe ouvrière artisanale et paysanne, course accélérée aux armements dont le chiffre global atteindra 40 ou 50 milliards l'an prochain, il faut opposer d'autres plans d'action immédiate : respect de toutes les conquêtes de juin 36, élargissement de toutes les conquêtes sociales, refus des milliards pour la préparation de la guerre, et cela, par la grève générale de toutes les corporations et les occupations des lieux de travail. Pour être fort, le syndicalisme doit être indépendant. Il doit éviter le double dard de la subordination à la bourgeoisie et la subordination aux partis politiques et en particulier au parti stalinien.

Pas de collusions entre la CGT et les gouvernements bourgeois, ou leurs institutions (Comités d'arbitrage, CNE, BIT, etc.), pas de colonisation s'alinienne non plus, qui conduiraient à l'asservissement du prolétariat français à la politique extérieure de la « castrocratie stalinienne » qui a dévoyé la révolution d'octobre.

Examinant l'attitude de la CGT contre la guerre, notre camarade fustige durement les dérogations aux 40 heures pour la défense nationale. L'U.K.S. pour qu'elle se soumette servilement au Bureau Confédéral, l'arrêt de la grève du bâtiment pour faciliter la mobilisation. Il fait la plus impitoyable critique de la « politique de fermeté » qui conduit aux armements et à la guerre. Il dénonce la guerre impérialiste se cachant derrière le prétexte menteur de l'antifascisme et il cite des articles de Thorez, de Ducloux, de Frachon, de Racamond de 1933, 34 et 35, pour les mettre en contradiction avec leur politique belliciste et chauvine de 36, 37 et 38.

Après avoir dénoncé la criminelle attitude de la C.G.T. du P.C., du Front populaire au cours de septembre, il affirme la volonté de paix des travailleurs qui ne veulent mourir ni pour Skoda, ni pour des colonies, ni pour les grèves métaphysiques que sont le Droit, la Paix, la Civilité, la Liberté, la Nation et qui ne veulent pas non plus être les « Sénégalais de Staline, le Dieu Soleil ».

Serret donne ensuite lecture de deux résolutions du Cercle Lutte de Classe, qu'il dépose au bureau.

Il faut que la C.G.T. rallie toujours l'antimilitarisme, l'internationalisme prolétarien, le pacifisme révolutionnaire, qu'elle se refuse à toutes dérogations aux 40 heures, qu'elle repousse tous sacrifices matériels de la classe ouvrière pour la préparation à la guerre, qu'elle se dresse contre les deux ans, les crédits militaires, qu'elle organise pratiquement l'action contre la guerre. Qu'elle proclame sa volonté de mettre en application la résolution de Stuttgart.

## CHOSSES VUES

### Comment s'est déroulé le Congrès

Depuis 3 jours les secrétaires de fédérations et d'unions défilent à la tribune. Chacun a tenu de 1 heure à 2 heures. Malgré l'opposition qui lui est faite, soutenu par les quelques délégués oppositionnels (notamment par les techniciens et l'alimentation) Serret peut développer le point de vue de la minorité révolutionnaire.

Le mercredi, après l'audition des délégués de la FSI et le long discours de Jouhaux clôturant la discussion du rapport moral, les 7 commissions se réuniront, c'est là que se jouera le vrai congrès. Deux commissions sont particulièrement importantes. La 6<sup>ème</sup> sur les questions internationales — 3 de nos camarades en font partie — la 7<sup>ème</sup> est chargée des résolutions et des questions diverses (quelques camarades oppositionnels se sont fait inscrire).

Mais les bureaucrates ont veillé : ils ont éliminé la minorité des commissions et empêché, le vote par mandat sur les résolutions présentées par elle !

#### Le Congrès heure par heure

Le congrès s'est déroulé dans l'imposant palais récemment construit sur le Champ de Mars local. On a confié à un architecte la mission de décorer la salle.

Sur un immense panneau, celui-ci est inscrit « Travailleurs, unissez-vous ». L'architecte décorateur du 31<sup>ème</sup> Congrès de la C.G.T. est un révisionniste ou bien, c'est plus vraisemblable, il a reçu des ordres.

Du plafond au sol descendent des flammes. Flammes rouges et flammes tricolores, rouges sur le pourtour de l'arène, tricolores à l'endroit de la tribune des bonzes. Symbole de progression.

Les commissaires du service d'ordre chassent les auditeurs confédérés de l'enceinte réservée aux délégués. Mais les journalistes bourgeois sont admis au congrès.

Froideval a essuyé les planches. Indépendance ! Indépendance !

Froideval a parlé longuement. Il a parlé de tout sauf du banquet des amis de la paix. Indépendance !

Serret a parlé ensuite. On lira par ailleurs un bref compte rendu de son intervention.

Il a occupé la tribune courageusement. Pendant une heure. Il a clamé face à la coalition mi bruyante, mi silencieuse des stalinien et des amis de syndicats, la colère des travailleurs. Cependant, on chercherait vainement dans les pages « ouvrières », un article reflétant l'importance de son discours.

On ne trouvera pas non plus, ni dans l'Humain ni dans le Popu, les phrases suivantes : — Nous sommes placés sur la défensive.

— Nous avons commis une erreur assez grave : accepter la pause.

— Nous avons voté trop de résolutions. Nous n'avons pas assez agi. C'est plus Serret qui parle, la tribune appartient en la circonstance à Delobelle, secrétaire général de la Fédération du textile !

Avant Delobelle, Bard, des Mineurs, dans le cours d'une longue intervention, avait attaqué le Parti communiste.

Les délégués stalinien avaient « chahuté » Serret, mais ont écouté dans le plus grand silence. Bard dans le plus grand silence. La perspective d'un accord circonstanciel en fin de congrès atténue les réactions.

Au nombre des 13 résistants du dernier C.C.N., à la résolution d'unanimité présentée par Jouhaux, on trouvait Dumoulin, Delmas.

Au congrès confédéral, G. Dumoulin a poursuivi l'offensive contre « l'unanimité ».

Mais quelques heures plus tard, Delmas l'a désavoué.

On n'est jamais trahi que par les siens.

Avant de voter pour ou contre le rapport moral de la C.A. confédérale, les commissaires du service d'ordre ont distribué les bulletins de vote.

Une remarque : sur la table réservée aux délégués des syndicats de techniciens, on n'a déposé que des bulletins rouges. En l'occurrence le rouge signifie : contre.

Les jeux sont faits.

La coïncidence des dates des réunions du congrès confédéral et de la promulgation des décrets-lois Daladier a permis quelques manœuvres.

Jouhaux refuse à l'ouverture des débats de faire un sort à une résolution stalinienne de condamnation du gouvernement. Mais il en présente une autre, lui-même, quelques heures plus

tard. Jouhaux marque deux avantages : après s'être assuré de la paternité de la réaction du congrès contre Daladier, il fait triompher à cette occasion un texte de son cru.

Rappels sa formule, elle en vaut bien d'autres : « Le congrès répliquera à la politique gouvernementale par un plan constructif répondant véritablement aux nécessités du redressement économique et social du pays. »

Doury, des Métaux de la R.P. a voté la résolution Jouhaux. Quelques minutes auparavant, il demandait au nom des ouvriers de Farmang que le congrès se prononce pour « l'action immédiate ». Souvent Doury varie...

Quelques perles recueillies dans le discours de Nedelec, secrétaire de l'UD des Bouches-du-Rhône :

« Les intérêts de la classe ouvrière s'identifient avec les intérêts de la nation ».

« La lutte des camarades espagnols pour leur indépendance nationale est un exemple magnifique de l'internationalisme ».

Le 15 novembre, à midi, au terme de la troisième séance du Congrès, quelques 40 orateurs restaient inscrits pour la critique du rapport moral.

D'où proposition du bureau visant à une entente entre orateurs de même tendance pour en réduire le nombre.

On a refusé de recueillir un orateur de la tendance Cercle Lutte de Classe sous prétexte que cette dernière n'est pas reconnue par le bureau confédéral ! 8 mandataires des 40 orateurs

inscrits devaient finalement s'exprimer au nom des tendances caractérisées par l'orientation des leaders Delmas, Lacoste et Nedelec.

Ils ont renoncé peu après à la parole.

Finalement, on est parvenu au prix d'une opération de tendance doublée d'une comédie, à étouffer la voix de la minorité, car déjà au moment où se réalisait l'opération et la comédie en question, Delmas, Lacoste et Nedelec avaient parlé.

Roux, de l'alimentation, a protesté au nom de la minorité. Egalement au nom de l'indépendance du syndicalisme !

Jouhaux liquida prestement son rival Dumoulin. Il déclara :

« Dumoulin, en proposant la retraite de la CGT du FP, veut nous exclure de la collectivité nationale. »

Il est chaleureusement applaudi par les stalinien et les réformistes qui ont lâché Dumoulin en cours de route.

Pendant que les bureaucrates palabraient, les ouvriers des usines réagissaient contre les décrets-lois. Pour éviter de mettre le congrès devant le fait accompli, on fit voter dans les entre-

prises des télégrammes.

Le Bureau du Congrès reçut 1500 télégrammes demandant la grève générale.

En fin de compte, le Congrès vota contre les décrets une motion d'une platitude inouïe, où l'on affirme que les ouvriers sont prêts à « accepter leur part de sacrifices ».

Télégrammes — réponse payée... par les patrons.

Jouhaux fit aussi voter finalement une motion mandant la CGT pour essayer de reconstruire le Front populaire. Bien entendu, Dumoulin la vota.

Seul Serret, dans le tumulte, put manifester qu'il se prononçait contre cette résurrection ambiguë.

## Les peuples noirs d'Afrique ne doivent pas servir de monnaie d'échange entre les impérialistes

A chaque nouvelle annexion de territoire en Europe, l'Allemagne est amenée à poser avec toujours plus d'acuité le problème des colonies.

Non pas seulement parce qu'ayant modifié l'équilibre européen à son avantage, elle peut à chaque fois parler avec plus d'assurance, mais surtout parce que l'acquisition des territoires industriels nouveaux ne fait qu'approfondir la contradiction fondamentale de son économie : l'Autriche, les Sudètes, tout comme l'Allemagne elle-même, sont des pays d'industries de transformation, qui ont besoin pour vivre, à la fois d'importer des matières premières et d'exporter des produits finis.

Même l'annexion de l'Ukraine, du point de vue industriel, ne résoudrait pas le problème, mais au contraire, l'aggraverait. D'où l'importance de la question des débouchés pour l'impérialisme allemand et en particulier de la question coloniale. D'où les visées particulières de l'Allemagne. Elle n'a besoin ni de pays où elle puisse investir des capitaux qu'elle n'a possédés pas ni de peuples sauvages qu'elle ne pourrait submerger de produits ma-

ufacturés. C'est pourquoi lors qu'elle réclame ses anciennes colonies africaines, c'est avant tout aux zones tropicales où de grandes exploitations acheteuses de produits fabriqués existent déjà comme le Sud-Ouest Africain, qui produit la laine, le cuivre et le plomb, dont elle a besoin.

Elle songe également aux colonies portugaises (Angola, Afrique Orientale) qui produisent du caoutchouc, du coton et des huiles végétales. En effet un accord intervenu en 1898 entre l'Allemagne et l'Angleterre fait de celles-ci les seuls acheteurs possibles des colonies portugaises pour le cas où le gouvernement de ce pays déciderait de les vendre. Cette opération serait excellente pour l'Angleterre puisqu'elle ne peut se faire qu'avec son consentement, et surtout avec son argent, donc sur la base de concessions allemandes.

Une autre proposition est celle prêtée à M. Pirow, dans lequel on veut déjà voir un Henlein colonial. Il offrirait la constitution d'une colonie allemande joignant une partie de l'Angola, le Cameroun et une partie du Congo Belge. Par la même occasion,

on engloberait probablement le Gabon français et la Guinée espagnole, et on créerait ainsi un territoire aussi vaste que l'actuel Congo belge.

Mais tout cela ne sont probablement que ballons d'essais. Pour être le Henlein de l'Afrique, M. Pirow n'a dernière lui ni légion sudète, ni Reichswehr ; mais par contre les troupes et la flotte anglaise. En réalité, l'Angleterre tâte le terrain, veut connaître les exigences de l'Allemagne, et les possibilités de résistance de la France.

Daladier a affirmé sa volonté de ne pas laisser toucher à l'Empire Français ; d'honorables personnalités de droite et de gauche s'unissent pour défendre la plus grande France ; nos esclavagistes parlent aujourd'hui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les exploiters rapaces qui ont fait de l'Afrique Equatoriale un désert d'hommes parlent au nom de l'humanité. Le Populaire et l'Humanité se joignent à ce concert.

Les « partisans de la paix à tout prix », ceux qui acceptent que la France devienne le peu brillant second de l'Angleterre, envisagent de sang-froid ce maquignonnage.

Quant à nous, nous disons aux peuples de l'Afrique noire :

Depuis des dizaines d'années les requins de Paris et de Londres remplissent vos coffres-forts et bâtissent des fortunes sur vos os. Pour gonfler sans cesse leurs dividendes, ils extorquent votre race. Aujourd'hui, pour pouvoir continuer à exploiter tranquillement vos frères d'Algérie, du Soudan et de l'Asie, ils veulent vous livrer à de nouveaux exploiters, aussi avides, aussi féroces.

Les peuples noirs doivent se lever pour la lutte contre les impérialistes de tout poil ; les travailleurs noirs du monde entier doivent se grouper pour mobiliser leurs frères exploités de toute couleur contre cet odieux marchandage ; ils doivent aider leurs frères d'Afrique à organiser des manifestations de résistance farouche aux impérialistes. L'Afrique Noire ne doit pas toute entière devenir une Abyssinie. Les combattants éthiopiens ont montré de quel courage était capable un peuple qui défend son indépendance contre l'impérialisme. Dès maintenant le mouvement ouvrier doit se mobiliser pour l'indépendance de l'Afrique Noire. — Maurice.

## L'activité du Parti et des Jeunesses

DANS LE 15<sup>ème</sup>  
L'ACTION COMMUNE

Samedi dernier, le PSOP avait convoqué différentes organisations pour envisager une action commune contre les décrets-lois. Le POI, la Section SFIO et Front Social étaient seuls présents, les deux derniers à titre d'observateurs. Un échange fraternel d'idées eut lieu. Les représentants de notre parti donnèrent leur adhésion à toute action commune, en faisant remarquer l'équivoque du PSOP qui avait invité les radicaux. Ils demandèrent que cette action commence par la constitution de Comités locaux, de boîtes. Un accord fut impossible sur cette base, le PSOP voulant se limiter à une action générale contre la guerre. On se mit cependant d'accord sur un tract, d'ailleurs très insuffisant, mais que nos représentants ont signé pour marquer notre désir d'action commune.

MEETING DANS LE 17<sup>ème</sup>

Vendredi 18 novembre, dans le 17<sup>ème</sup> arrondissement, se tint un meeting de front unique entre le P.O.I., le PSOP, l'U.A. et le S.I.S.L.

200 travailleurs marquèrent leur volonté de lutte contre les décrets-lois de misère et le gouvernement Daladier, en applaudissant les mots d'ordre d'action exposés par Boitel pour le P.O.I.

Théo, du S.I.S.L., fit un vibrant appel pour la solidarité envers les travailleurs étrangers et coloniaux pourchassés par la meute fasciste et démocratique.

Weitz, du PSOP, exposa la volonté de son parti de lutter contre l'action du gouvernement Daladier.

Regrettons que l'U.A. n'ait pas jugé bon d'envoyer un orateur à ce meeting d'unité contre les décrets-lois.

L'action commune se développe favorablement dans le 17<sup>ème</sup>.

REUNION PUBLIQUE DANS LE 20<sup>ème</sup>

Jeudi 19, le POI a tenu une réunion publique rue de Belleville, devant une assistance prolétarienne restreinte.

Nos camarades Lessart, Vilain et Marat développèrent la politique du parti et des JSR contre les décrets-lois. La police avait fait saisir une partie de nos affiches, dont les colleurs furent gardés au poste depuis minuit jusqu'à 4 heures de l'après-midi. Les travailleurs présents protestèrent avec nous contre la politique du gouvernement, s'affirmant pour l'organisation d'un large front unique de défense.

DANS LE 5<sup>ème</sup>

Le représentant du POI devait parler au meeting convoqué vendredi dernier à la Mutualité par le PSOP et diverses organisations pacifistes ayant été invité. Le bureau de la réunion lui refusa la parole ! Nous protestons contre cette attitude imposée par les ennemis de l'unité d'action.

## Les agents des P. T. T. contre les décrets-lois

ORDRE DU JOUR

La Commission d'Etudes de la Section syndicale Inter-Archives réunie le 17-11-38 dénonce les décrets-lois Daladier-Reynaud qui ne tendent rien moins qu'à faire supporter à la classe ouvrière les conséquences d'une crise de régime que le capitalisme ne peut résoudre ainsi que la préparation accélérée d'un conflit armé dont les tractations de Munich n'ont fait que retarder la date.

Tous ces décrets, par l'augmentation des impôts directs, indirects et transports dont les travailleurs feront seuls les frais, par l'abrogation de la semaine de 40 heures en 5-8, le licenciement de 40.000 cheminots, par l'attente portée aux conventions collectives, aux droits des délégués, à la liberté syndicale, par les sanctions dirigées contre les ouvriers se dressant contre les heures supplémentaires, par les mesures barbares contre les étrangers constituent la grande offensive préparée par le grand patronat depuis l'instauration de la « pause » et facilitée par la passivité les organisations ouvrières dans la pratique de la politique de collaboration de classe.

Ces mesures qui d'ailleurs n'apportent aucune solution au désordre économique du régime capitaliste tendent au contraire à un plus grand désordre économique (inflation, spéculation) afin de désorienter les classes moyennes et les travailleurs et les rejeter dans les bras du fascisme.

Contre cette politique de contrainte pratiquée à l'égard des exploités, la Section de Paris-Inter-Archives considère que la C.G.T. doit appeler les travailleurs à l'action directe, en employant les méthodes de juin 1936. Dans ce sens, elle donne mandat au Syndicat national des Agents et à la Fédération postale afin que les postes se mettent à la pointe du combat et appellent tous les travailleurs à se souder à eux pour la préparation de la grève générale qui seule peut assurer la victoire de la classe ouvrière et en particulier des fonctionnaires par l'augmentation immédiate des salaires (les décrets-lois renvoyant la trop faible somme de 1 milliard 800 millions à la loi de finances), l'échelle mobile, l'application des 40 heures par prélèvement sur les budgets de guerre.

# APRES LA "PAIX" IMPERIALISTE DE MUNICH

WINGT ans après la première guerre impérialiste mondiale, qui avait complètement détruit les illusions « démocratiques », les chefs du Comintern tentent de démontrer que le monde capitaliste a radicalement changé de nature; que l'impérialisme n'est plus le facteur décisif sur notre planète; que les antagonismes mondiaux ne sont pas déterminés par les intérêts rapaces du capital monopolé, mais par des causes politiques abstraites, et que la nouvelle guerre des peuples sera une guerre de défense des innocents et pacifiques démocraties contre les « agresseurs fascistes ». Il faut que la mémoire humaine soit bien courte pour qu'à la veille de la nouvelle guerre impérialiste les aventuriers de la Troisième Internationale osent mettre en circulation les idées mêmes avec lesquelles les traités de la Deuxième Internationale avaient trompé les masses lors de la guerre passée.

Cependant, cela ne se borne pas à une simple répétition. La putréfaction du capitalisme ayant fait de grands progrès durant le dernier quart de siècle, dans l'économie comme dans la politique, les falsifications de la Troisième Internationale prennent un caractère incomparablement plus manifeste, plus cynique et plus vil que les doctrines social-patriotiques de la guerre passée. Les leaders de la Deuxième Internationale, qui déjà avaient perdu foi en la vertu des formules « démocratiques » et n'étaient pas loin de désespérer de tout, ont accueilli avec stupeur et un nouvel espoir l'aide inattendue du Comintern. A leur suite, toute une partie de la bourgeoisie impérialiste a tourné ses regards vers les chauvins communistes. Telle est la plus importante origine de la politique pourrie et infâme des « fronts populaires ».

Toute crise profonde, qu'elle soit économique, politique, militaire, a son côté positif, qui est de mettre à l'épreuve les diverses grandeurs et formules traditionnelles, en faisant apparaître la putréfaction de celles d'entre elles qui ont servi à masquer les contradictions durant la « paix », — et ainsi impulsée en avant le développement général. La crise diplomatique autour de la Tchécoslovaquie a excellemment accompli ce travail progressif. Il ne reste aux marxistes qu'à tirer de la récente expérience les conclusions politiques nécessaires.

## L'expérience de la guerre passée

Commençons par jeter un rapide regard en arrière. La guerre de 1914-1918 fut, comme on le sait, une « guerre pour la démocratie ». L'alliance de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et des Etats-Unis permit aux social patriotes de l'Entente de fermer honteusement les yeux sur le cinquième allié : le tsarisme. Après la révolution de février 1917 qui renversa Nicolas II, le front des démocraties fut définitivement aligné. Seuls les incorrigibles bolcheviks pouvaient encore crier à l'impérialisme. Etait-ce, en effet, la peine d'ergoter parce que le libéral Miloukoff et le quasi-socialiste Kerenski voulaient faire main basse sur la Galicie, l'Arménie et Constantinople ? En fin de compte, Miloukoff et Kerenski expliquèrent que les bolcheviks étaient tout simplement des agents de Ludendorff (le « Hitler » d'alors).

La guerre s'est terminée par la complète victoire des démocraties, bien que la Russie soviétique, dirigée par les bolcheviks, ait abandonné leur camp sacré. Le résultat de la victoire fut le traité de Versailles, payé, certes, de millions de vies, mais appelé à affermir définitivement sur la terre la démocratie, la liberté de développement des nations et la collaboration pacifique des peuples sur la base du désarmement général. La Société des Nations couronna les conquêtes d'une guerre qui devait être la « dernière des guerres » : c'est ce que promirent Wilson et la Deuxième Internationale.

Pourtant, ce n'est pas le paradis qui se réalisa, mais bien plutôt quelque chose assez semblable à l'enfer. La paix de Versailles étouffa l'Europe. Le protectionnisme étouffa l'économie. La guerre pour la « démocratie » ouvrit une ère de déclin définitif de la démocratie. Le monde s'appauvrit et se trouva plus à l'étroit. Les Etats entrèrent l'un après l'autre dans la voie de la dictature fasciste ou militaire. Les relations internationales devinrent toujours plus menaçantes. En guise de désarmement apparurent des programmes de militarisme qui à la veille de la guerre passée eussent semblé un cauchemar. Les premiers engagements de nouveaux conflits sanglants se développent déjà dans les diverses parties du monde. Le Comintern a précisément choisi ce moment pour abandonner les derniers débris d'internationalisme et proclamer que la tâche de la nouvelle époque est l'alliance du prolétariat avec les démocraties impérialistes en putréfaction « contre le fascisme ». La source de la plus grande infection mondiale, c'est le tas d'immmondices qu'est le reste de ce qui fut naguère l'Internationale communiste.

## La lutte pour et contre un nouveau partage du monde.

Certains théoriciens de la Deuxième Internationale qui, tels Kautsky, ont tenté de découvrir quelque perspective, ont exprimé l'espoir qu'après avoir mesuré leurs forces dans la grande guerre des peuples les impérialistes se trouveraient contraints de s'entendre entre eux et d'établir une domination pacifique sur le monde, sous la forme d'une société par actions (théorie de l'« ultra-impérialisme »). Cette théorie pacifiste philistine, ombre social-démocrate de la Société des Nations, tentait de fermer les yeux sur deux processus : premièrement, les continus changements dans le rapport des forces entre les divers Etats impérialistes, avec l'impossibilité absolue de mesurer pratiquement ces changements autrement que par la force des armes ; secondement, la lutte émancipatrice du prolétariat de la métropole et des peuples coloniaux, lutte qui est le plus important facteur de destruction de l'équilibre et par elle-même exclut la possibilité d'un pillage impérialiste « pacifique ». Ce sont précisément ces raisons qui font que les programmes de désarmement restent de misérables utopies.

La disproportion croissante et toujours croissante entre le poids spécifique de la France et de l'Angleterre, sans même parler de la Hollande, de la Belgique et du Portugal, dans l'économie mondiale et les dimensions grandioses de leurs possessions coloniales, est tout autant la source des conflits mondiaux, tout autant le ferment des nouvelles guerres que l'insatiable avidité des « agresseurs » fascistes. Pour mieux dire, les phénomènes de l'un et l'autre genres ne sont que les deux faces d'une seule et même médaille. Les démocraties « pacifistes » anglaise et française s'appuient sur l'écrasement des mouvements démocratiques nationaux de centaines de millions d'hommes en Asie et en Afrique pour recevoir d'eux d'énormes surprofits. D'autre part, Hitler et Mussolini promettent de devenir plus « sages », s'ils reçoivent des territoires coloniaux suffisants.

Les Etats-Unis, grâce à la possession quasi-totale de tout un continent aux richesses naturelles inépuisables et par le jeu de circonstances historiques favorables, ont étendu leur domination sur le monde d'une manière très « pacifique » et très « démocratique », si l'on néglige des détails comme l'extermination des Indiens, le vol de la meilleure partie du Mexique, l'écrasement de l'Espagne, la participation à la guerre mondiale, etc. Cependant, cette méthode « idyllique » d'exploitation appartient maintenant au passé. La putréfaction rapide et effective du capitalisme américain pose devant lui la question de vivre ou de mourir sous une forme militaire de plus en plus manifeste. A travers les 14 points de Wilson, l'A.R.A. (organisation philanthropique internationale) de Hoover dans le style quaker, le New Deal réformiste de Roose-

# Une leçon toute fraîche (Sur la question du caractère de la guerre prochaine)

par LÉON TROTSKY

velt, la doctrine de l'isolement, les lois de neutralité absolue, etc., les Etats-Unis marchent fatalement à une explosion impérialiste telle que le monde n'en a jamais vue de pareille.

Rejetée loin en arrière par la paix de Versailles, l'Allemagne posa à la base de son programme impérialiste la tâche de l'« unification nationale ». C'est sous ce mot d'ordre que naquit et se renforça le fascisme, héritier légitime de la démocratie de Weimar. Quelle ironie du sort ! Dans la période de son ascension historique (des guerres de Napoléon à la paix de Versailles de 1871), la bourgeoisie allemande attardée se trouva incapable de parvenir à l'unification nationale de ses propres forces. Bismark accompli cette œuvre à moitié, laissant presque intactes toutes les vieillesse féodales et particularistes. La révolution de 1918 abolit, certes, les dynasties allemandes (uniquement parce que la social-démocratie n'a pas eu la force de les sauver !), mais livrée par la social-démocratie aux mains des junkers, des banquiers, de la bureaucratie et des officiers, elle se trouva incapable non seulement d'assurer une république grande-allemande unique, mais même de centraliser bureaucratiquement l'Allemagne des Hohenzollern. Ces deux tâches incombèrent à Hitler. Le chef du fascisme apparut, à sa manière, comme le continuateur de Bismark, qui lui-même, avait été l'exécuteur testamentaire des banqueroutiers bourgeois de 1848. Mais cela n'est en fin de compte que le côté superficiel du processus. Son contenu social est radicalement changé. L'Etat national, d'un facteur progressif qu'il était, est devenu depuis longtemps dans les pays avancés un frein au développement des forces productives. Une dizaine de millions d'Allemands de plus dans les frontières de l'Etat national. A leur manière, les impérialistes le comprennent très bien. Pour Hitler il ne s'agit nullement de l'« unification des Allemands » en tant que tâche indépendante, mais de la création d'une place d'armes européenne plus large pour une future expansion mondiale. La crise surgie autour des Allemands des Sudètes, plus exactement autour des monts Sudètes, a été un épisode dans la voie de la lutte pour les colonies.

Un nouveau partage du monde est à l'ordre du jour. Le premier pas dans l'éducation révolutionnaire des ouvriers doit consister à savoir distinguer sous les formules, les mots d'ordre et les phrases hypocrites officielles les appétits, les plans et les calculs impérialistes réels.

## Le quatuor impérialiste succède au front des démocraties.

La veule docilité des démocraties européennes est le résultat non pas de l'amour de la paix, mais de la faiblesse. La cause de la faiblesse est non pas le régime démocratique en soi, mais la disproportion entre les bases économiques des métropoles et les empires coloniaux hérités du passé. A cette disproportion s'ajoute la lutte émancipatrice des colonies, qui menace, surtout en temps de guerre, d'allumer l'incendie révolutionnaire. Dans ces conditions, la « démocratie » pourrissante devient réellement une source supplémentaire de faiblesse pour les vieilles puissances impérialistes.

La réaction ouverte en France profite sans aucun doute des capitulations du Front populaire. On peut s'attendre avec assurance à un renforcement du fascisme français, qui utilisera la protection des cercles militaires dirigeants. En Angleterre, où la bourgeoisie conservatrice se trouve au pouvoir, il est vraisemblable que dans la prochaine période l'opposition laboriste gagne plus que le fascisme. Mais, vu toute la situation historique, l'arrivée au pouvoir du Labour Party ne peut être qu'un épisode, plus exactement une étape dans la voie de changements plus radicaux. Ni le major Attlee ni sir Citrine ne viendront à bout des esprits malins de notre époque !

De façon ou d'autre, le « front mondial des démocraties », promis par les charlatans des « fronts populaires », s'est trouvé en attendant remplacé par le front des quatre puissances : Allemagne, Italie, Angleterre et France. Après la conférence de Munich, où l'Angleterre et la France capitulèrent devant Hitler, avec la médiation, comme toujours, équivoque, de Mussolini, les chefs des quatre puissances apparurent devant leurs peuples comme des héros nationaux : Hitler avait unifié les Allemands ; Chamberlain et Daladier avaient évité la guerre ; Mussolini avait aidé l'un et l'autre. Vive le quatuor ! La confrérie petite-bourgeoise que la G.P.O.U mobilise d'ordinaire pour les congrès pacifistes de tous genres commence déjà à tourner ses regards vers les nouveaux messies de la paix. Les socialistes français se sont abstenus dans la question des pleins pouvoirs extraordinaires pour Daladier, le héros de la capitulation ; l'abstention n'est qu'un degré intermédiaire pour passer du camp de Moscou au camp du quatuor. L'isolement des prétoriens stalinistes à la Chambre des Députés et au Sénat symbolise le complet isolement du Kremlin dans la politique européenne.

Cependant, on peut dès maintenant dire avec assurance que le quatuor de Munich est aussi peu capable de maintenir la paix que ne le fut le « front des démocraties » jamais réalisé. L'Angleterre et la France ont jeté en pâture à Hitler la Tchécoslovaquie pour lui donner durant un certain temps quelque chose à digérer et reculer ainsi dans l'avenir la question des colonies. D'une manière extrêmement nébuleuse et incertaine, Chamberlain et Daladier promirent un accord général sur toutes les questions en litige. De son côté, Hitler promit de ne plus présenter de revendications territoriales en Europe. Par là, il a en tout cas indiqué qu'il avait l'intention de présenter des revendications territoriales pour les autres parties du monde. En ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, le Schleswig, etc., Hitler, au meilleur des cas, diffère la solution de ces questions jusqu'à la nouvelle guerre mondiale. Si dans un an ou deux le fascisme est vainqueur en France, et le Labour Party en Angleterre, ces transformations politiques apporteraient très peu de changement dans la configuration des combinaisons impérialistes sur l'échiquier mondial. La France fasciste serait tout aussi peu que la France du « Front populaire » disposée à céder à Hitler l'Alsace-Lorraine ou à partager ses colonies avec lui. Le parti travailliste, absolument imprégné de l'esprit de l'impérialisme, ne pourrait adoucir l'antagonisme avec l'Italie en Méditerranée, ni contenir le développement de l'antagonisme mondial des intérêts allemands et britanniques. Dans ces conditions le quatuor, si même il se réalise, ne fera que conduire à une nouvelle crise, à laquelle il faut s'attendre avant peu. L'impérialisme marche fatalement et irrésistiblement à un repartage du monde qui correspond à une transformation dans les rapports des forces. Pour prévenir la ca-

tastrophe, il faut étrangler l'impérialisme. Tous les autres moyens sont fictifs, illusions, tromperies.

## Le sens du tournant gouvernemental en Tchécoslovaquie.

Le refus de la France et de l'Angleterre de défendre les intérêts impérialistes de la bourgeoisie tchèque aboutit non seulement au démembrement de la Tchécoslovaquie, mais aussi à l'effondrement de son régime politique. Par cette expérience il est apparu sous une forme chimiquement pure que la démocratie tchécoslovaque n'était pas l'expression de la « volonté populaire », mais uniquement un appareil d'adaptation du capital monopolé tchèque aux puissances protectrices. Dès l'instant où cessa la tutelle militaire, le mécanisme démocratique se trouva non seulement inutile, mais nuisible, car il menaçait de provoquer des frictions superflues avec Hitler. Les sommets de la bourgeoisie tchèque créèrent immédiatement un nouvel appareil d'adaptation impérialiste, sous la forme de la dictature militaire. La substitution des régimes s'est produite sans la moindre participation du peuple, sans nouvelles élections, sans même faire appel à l'ancien parlement. Le président élu par le peuple, l'archi-démocrate « Bénéš » appela au pouvoir un vieux général de la République. Cette invitation eut à l'origine l'apparence d'une concession au peuple qui s'agitait, protestait, faisait des démonstrations, exigeant qu'on résistât à Hitler les armes à la main. Résister ? Voilà un général, chef national ! Une fois cet acte accompli, le président se retira. Après quoi, le général, qui avait été auparavant à la tête de l'armée et était, pour ainsi dire, le glaive de la démocratie, manifesta son intention, dans l'intérêt de l'amitié avec Hitler, d'introduire un nouveau régime étatique. Et rien de plus ! (1)

La démocratie, à généralement parler, est pour la bourgeoisie une nécessité dans une époque de libre concurrence. Au capitalisme monopolé, fondé non pas sur la « libre » concurrence, mais sur le commandement centralisé, la démocratie ne sert de rien ; elle l'entrave et le gêne. L'impérialisme peut tolérer la démocratie jusqu'à un certain moment, comme un mal inévitable. Mais intérieurement il aspire à la dictature. « La différence entre la bourgeoisie impérialiste démocratique républicaine et monarchique réactionnaire — écrivait Lénine lors de la guerre passée, il y a déjà 22 ans — s'efface précisément parce que l'une et l'autre pourrissent de leur vivant. » Et plus loin : « La réaction politique sur toute la ligne est une propriété de l'impérialisme. » Seuls des idiots sans espoir peuvent penser que les antagonismes impérialistes mondiaux sont déterminés par l'opposition inconciliable entre démocratie et fascisme. En fait, les cliques dirigeantes de tous les pays considèrent la démocratie, la dictature militaire, le fascisme, etc., comme divers instruments et méthodes pour se soumettre leurs peuples à des fins impérialistes ; d'ailleurs à l'intérieur de l'un des régimes politiques, la démocratie, il est inclus dès l'origine, sous la forme, par exemple, de l'Etat-Major, un autre régime, la dictature militaire.

En Allemagne la bourgeoisie impérialiste, avec la participation active de la social-démocratie, plaça au poste de président le feld-marschall Hindenburg, qui devait être le défenseur contre le fascisme. Hindenburg, à son tour, appela au pouvoir Hitler ; après quoi, le feld-marschall certes, ne démissionna pas, mais mourut ; ce n'est là qu'une question de technique et d'âge. Au fond, le tournant en Tchécoslovaquie reproduit les traits essentiels du tournant en Allemagne, révélant par là-même les ressorts fondamentaux de la mécanique politique de l'impérialisme. Dans les coulisses, la question du régime de la Tchécoslovaquie a été décidée, sans aucun doute, dans les conférences des magnats du capital tchèque, français, anglais, et allemand, des sommets des états-majors et de la diplomatie. Le principal souci fut que le déplacement des frontières étatiques troublât le moins possible les intérêts de l'oligarchie financière. Le changement d'orientation pour aller de l'Angleterre et de la France vers l'Allemagne, a significatif au fond un échange d'actions, une nouvelle répartition des commandes militaires pour Skoda, etc.,...

Personne, soit dit en passant, ne s'est soucié de la position de la social-démocratie, et de l'ex-parti communiste, car en Tchécoslovaquie, ils n'étaient pas plus capables de résistance que leurs frères aînés ne l'avaient été en Allemagne. S'étant subordonnés aux « nécessités » nationales, ces organisations entièrement pourries firent tout pour paralyser la résistance révolutionnaire du prolétariat. Quand le tournant sera achevé, la clique financière fera sans doute un « referendum », c'est-à-dire donnera au peuple, poussé dans l'impasse, la précieuse possibilité d'« approuver », sous le revolver de Sirovy, les changements accomplis sans lui et contre lui.

## Défense de l'« indépendance nationale » de la Tchécoslovaquie ?

Lors de la semaine critique de septembre des voix se sont élevées, à ce que l'on nous rapporte, même sur l'alle gauche du socialisme, pour soutenir qu'en cas de « combat singulier » entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne le prolétariat aurait dû, fût-ce au prix d'une alliance avec Bénéš, aider la Tchécoslovaquie à sauver son « indépendance nationale ». Ce cas hypothétique ne s'est pas réalisé : les héros de l'indépendance tchécoslovaque, comme il fallait s'y attendre, ont capitulé sans combat. Il est cependant impossible, dans l'intérêt de l'avenir, de ne pas noter ici la très grossière et très dangereuse erreur des théoriciens intempêtes de l'« indépendance nationale ».

Même si l'on laisse de côté ses liaisons internationales, la Tchécoslovaquie représente un Etat absolument impérialiste. Economiquement, il y règne le capital monopolé. Politiquement, la bourgeoisie tchèque domine (bien qu'il faudra peut-être dire : domine) diverses nationalités opprimées. La guerre, même de la part de la Tchécoslovaquie isolée, eût été menée ainsi non pas pour

(1) Immédiatement après son arrivée en Angleterre, l'ancien président tchécoslovaque Bénéš déclara que le sort de la Tchécoslovaquie se trouvait alors dans des « mains sûres ». Cela mettait définitivement les points sur les i. Toutes les différences entre démocraties et fascisme disparaissent quand il s'agit des intérêts fondamentaux du capital. Le démocrate et francophile Bénéš n'a pas rougi de reconnaître publiquement le général Sirovy, fasciste et germanophile, comme le gardien « sûr » des destinées de la Tchécoslovaquie. En fin de compte, l'un et l'autre sont les serveurs du même maître.

l'indépendance nationale, mais pour le maintien et, si possible, l'élargissement des frontières de l'exploitation impérialiste.

La guerre entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, même si d'autres Etats impérialistes ne s'y étaient pas immiscés, ne pouvait absolument pas être considérée hors de la texture des relations impérialistes européennes et mondiales, dont cette guerre eût surgi comme un épisode. Un mois ou deux plus tard, la guerre tchéco-allemande — si la bourgeoisie tchèque avait voulu et pu se battre — eût provoqué l'intervention quasi inévitable des autres Etats. C'est pourquoi ce serait pour les marxistes une erreur de définir leur position sur la base des groupements diplomatiques et militaires conjoncturels, et non sur la base du caractère général des forces sociales qui se trouvent derrière cette guerre.

Des centaines de fois nous avons répété l'irremplaçable et inappréciable thèse de Clausewitz : la guerre est la continuation de la politique, mais par d'autres moyens. Pour définir dans chaque cas concret le caractère historique et social de la guerre, il faut se guider non pas sur des impressions et des conjonctures, mais sur l'analyse scientifique de la politique qui précède la guerre et la conditionne. Cette politique, dès le premier jour de la formation d'une Tchécoslovaquie faite de morceaux divers, avait un caractère impérialiste.

On peut objecter qu'après la séparation des Allemands des Sudètes, des Hongrois, des Polonais et, peut-être, des Slovaques, Hitler ne se généraliserait pas pour réduire en esclavage les Tchèques eux-mêmes et que dans ce cas leur lutte pour l'indépendance nationale aurait tous les droits au soutien du prolétariat. Une telle façon de poser la question n'est autre qu'un sophisme social-patriote. Quelles seront les phases ultérieures du développement des antagonismes impérialistes, nous ne le savons pas. L'écrasement complet de la Tchécoslovaquie est, assurément, tout à fait possible. Mais il est possible aussi qu'avant que cet écrasement puisse s'accomplir, éclate la guerre européenne, dans laquelle la Tchécoslovaquie se trouvera du côté des vainqueurs et prendra part à un nouveau démembrement de l'Allemagne. Peut-être le rôle du parti révolutionnaire est-il celui d'une infirmière au chevet des gangsters « estropiés » de l'impérialisme ?

Il est absolument évident que le prolétariat doit édifier sa politique en partant de la guerre donnée, telle qu'elle est, c'est-à-dire telle qu'elle est conditionnée par la marche antérieure du développement, et non en partant de conjectures hypothétiques sur l'issue stratégique possible de la guerre. Avec de pareilles conjectures chacun choisira inévitablement la variante qui répond le mieux à ses propres désirs, à ses sympathies et antipathies nationales. Il est clair qu'une telle politique n'a pas un caractère marxiste, mais subjectif, non pas internationaliste, mais chauviniste.

La guerre impérialiste, quel que soit l'endroit où elle ait commencé, sera faite non pour quelque « indépendance nationale », mais en vue du repartage du monde selon les intérêts des diverses cliques du capital financier. Cela n'exclut pas qu'en passant la guerre impérialiste puisse améliorer ou empirer la situation de telle ou telle « nation » ; il serait plus exact de dire, d'une nation au détriment d'une autre. Ainsi, le traité de Versailles morcela l'Allemagne. Une nouvelle paix peut morceler la France. Les social-patriotes invoquent précisément un possible danger « national » dans l'avenir pour soutenir « leurs » bandits impérialistes dans le présent. La Tchécoslovaquie ne constitue pas dans la moindre mesure une exception à cette règle.

Au fond tous les arguments conjecturels de cette sorte et les craintes de calamités nationales futures, pour prêter le soutien de telle ou telle bourgeoisie impérialiste, procèdent du renoncement tacite à la perspective révolutionnaire et à la politique révolutionnaire. Bien entendu, si la nouvelle guerre se termine par la seule victoire de tel ou tel camp impérialiste ; si la guerre ne provoque ni insurrection révolutionnaire, ni victoire du prolétariat ; si une nouvelle paix impérialiste, plus terrible que celle de Versailles, charge les peuples de nouvelles chaînes pour des dizaines d'années ; si la malheureuse humanité supporte tout cela tacitement et passivement, — non seulement la Tchécoslovaquie et la Belgique, mais aussi la France peuvent être rejetées au rang de nations opprimées (on peut faire aussi la même hypothèse quant à l'Allemagne). En ce cas-là, l'effroyable désagrégation future du capitalisme devra rejeter tous les peuples en arrière pour de nombreuses dizaines d'années. Assurément, si se réalisait cette perspective de passivité, de capitulation, de défaite et de déclin, les masses opprimées et des peuples entiers seraient contraints de gravir à nouveau, en payant de leur sueur et de leur sang, en se traînant à genoux, le chemin historique déjà parcouru auparavant.

Une telle perspective est-elle exclue ? Si le prolétariat tolère sans fin la direction des social impérialistes et des com-chauvins ; si la Quatrième Internationale ne sait pas trouver la voie des masses ; si les horreurs de la guerre ne poussent pas les ouvriers et les soldats dans la voie de la révolte ; si les peuples coloniaux donnent docilement leur sang pour les intérêts des esclavagistes. — dans ces conditions le niveau de la civilisation s'abaîsserait inévitablement et une régression et un déclin général peuvent poser à nouveau à l'ordre du jour des guerres nationales en Europe. Mais c'est alors que nous, ou plus exactement nos fils, devons définir notre politique à l'égard des guerres futures sur la base de l'analyse de la nouvelle situation. Aujourd'hui, nous partons non pas d'une perspective de déclin, mais de révolution — nous sommes défaitistes au compte de l'impérialisme, mais non à celui du prolétariat. La question du sort des Tchèques, des Belges, des Français et des Allemands, en tant que nations, nous ne la relient pas à des déplacements conjoncturels des fronts militaires lors d'une nouvelle mêlée des impérialistes, mais à l'insurrection du prolétariat, et à sa victoire sur tous les impérialistes. Nous regardons en avant, et non en arrière. Le programme de la Quatrième Internationale dit que la liberté de toutes les nations de l'Europe, petites et grandes, ne peut être assurée que dans les cadres des Etats-Unis socialistes d'Europe.

## Encore une fois sur la démocratie et le fascisme.

Tout cela ne signifie pas, bien entendu, qu'entre démocratie et fascisme il n'y ait en général aucune différence, ou que cette différence soit sans importance pour le prolétariat, comme l'affirmaient tout récemment encore les stalinistes. Les marxistes n'ont rien à voir avec un nihilisme politique aussi errané. Il faut seulement dans chaque cas donné comprendre clairement le contenu réel de cette différence et ses véritables limites.

Pour les pays coloniaux et semi-coloniaux attardés, la lutte pour la démocratie, y compris pour l'indépendance nationale, représente une étape nécessaire et progressive du développement historique. C'est précisément pourquoi nous reconnaissons non seulement comme un droit, mais encore comme un devoir pour les ouvriers de ces pays de participer activement à la « défense de la patrie » contre l'impérialisme, bien entendu, à condition de maintenir la complète indépendance de leur organisation de classe et de lutter impitoyablement contre les poisons du chauvinisme. Ainsi, dans le conflit du Mexique avec les magnats du pétrole et leur comité exécutif qu'est le gouvernement démocratique de la Grande-Bretagne, le prolétariat conscient du monde entier se trouve complètement du côté du Mexique (bien entendu, cela ne concerne pas les laquais impérialistes qui dirigent le Labour Party britannique).



## Nous ne laisserons pas étouffer l'enquête sur l'assassinat de REISS, de SEDOV et de KLÉMENT

Le juge d'instruction de Lausanne a clôturé son instruction dans l'affaire Reiss. Il conclut qu'il est improbable que la justice suisse pourra s'emparer des tueurs Abbat, Martignat et Schilbach.

Je souligne indirectement les responsabilités des autorités françaises qui ont organisé la fuite de Serge Efrom, Schwarzenberg, Groszovsky et Beletzky, les guépéistes qui ont ordonné le crime. Par ailleurs, il constate qu'il ne relève pas de faits d'assistance et de complicité à l'encontre de Smirensky « sur le territoire suisse », et il le remet à la disposition de la justice française.

Mais celle-ci - après les fuites scandaleuses des assassins démasqués, après la disparition facilitée de la guépéiste Lydia Groszovsky avec l'assistance cynique de l'ambassade stalinienne - que fera-t-elle ? La justice française n'a jamais voulu remonter aux vrais responsables qui ont organisé le crime. La justice française a mis un an à extraditer Smirensky réclamé par la justice suisse, le temps de faire disparaître les témoins gênants.

Aujourd'hui, elle ne le réclame pas. La justice française a mis en liberté le photographe Ducomet. Ducomet et Smirensky ont participé activement pendant un an et jour par jour à la préparation des attentats criminels contre Ludwig Reiss et contre Léon Sedov. Ils ont préparé des guet-apens à Paris, à Antibes, à Mulhouse, à Amsterdam, à Chamonix.

Ils en sont convaincus et ils l'ont avoué. Verra-t-on la justice française refuser de retenir ces actes en prétendant qu'ils ne constituent pas d'une façon « suffisamment caractérisée » la complicité.

Et cela à l'heure où l'on jette en prison l'oncle et la tante du malheureux petit Grynspan à qui l'on ne peut reprocher que leurs liens familiaux !

La démonstration de la protection accordée aux tueurs guépéistes de militants révolutionnaires est trop éclatante.

Au même moment, des juges s'apprêtent à clore le dossier de l'instruction ouverte sur les circonstances de la mort de Léon Sedov. Le dossier a été ouvert, mais l'instruction n'a pas été menée. Léon Trotsky a dénoncé avec éclat les lacunes de l'enquête.

Aucune des mesures concrètes exigées par la partie civile n'a été exécutée. Aucune des vérifications précises n'a été effectuée. Le silence ne sera pas facile à obtenir pour les assassins de la Guépéou, Avertissons-en ceux qui préparent ce mauvais coup.

Car la mort de Reiss, la mort de Sedov, se rattachent étroitement à la mort de Rudolf Klément. Là encore, tout sera mis en œuvre pour étouffer les responsabilités direc-

tes du Guépéou, parce que les gens du Guépéou, comme ceux du CSAR, continuent à être les collaborateurs des services de Saurraut.

Malgré cela, le crime abominable commence à se révéler peu à peu dans toute sa nudité.

Comme nous l'avons rapporté, deux jambes ont été repêchées dans la Seine, le 15 novembre, à Gargenville. Elles étaient ficelées dans la même toile cirée que le tronc de Klément, repêché à Meulan. L'autopsie du Dr Paul confirme qu'il s'agit des jambes de Klément.

Elles ont été transférées à l'Institut médico-légal où il a été facile de constater que les os s'adaptent au tronc. Les os ont été soigneusement sciés.

Cinq camarades de notre parti ont été mis en présence des jambes retrouvées à Gargenville. Il était évidemment impossible de reconnaître les chairs, tuméfiées par un séjour de quatre mois dans l'eau. Mais leur longueur et la grosseur du pied correspondent parfaitement au signalement de Klément.

La police sait que le cadavre de Klément, assassiné par la Guépéou, a été ainsi retrouvé, à l'exception de la tête.

La police sait que c'est la Guépéou qui a séquestré, assassiné et dépecé. Elle sait, comme tous les travailleurs le savent, que ce crime sadique, digne des bourreaux nazis, a été perpétré sur l'initiative et le plan de Staline, qui a ordonné à la Guépéou l'exécution physique des cadres de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Malgré cela, aucune enquête, aucune recherche n'est faite dans les milieux stalinistes. Les agents de la Guépéou qui continuent à opérer à Paris, et dont la police sait des dizaines de noms, peut continuer impunément à préparer de nouveaux crimes aussi bestiaux.

Toute la vieille pourriture radicale en redingote tremble devant les exécuteurs : elle couvre le CSAR, elle couvre la Guépéou.

Les chefs syndicaux en font autant. Pas une voix n'ose s'élever dans les syndicats pour enquêter sur l'assassinat de Klément. Dans les journaux qui se prétendent d'extrême-gauche, c'est la même chose. Motus sur l'assassinat de Klément au Réveil Syndicaliste, à Juin 36, au Libertaire !

Liberté pour Pozzo di Borgo, Du-seigneur et Cie ! Liberté pour Ducomet, Grozovskaya, Beletzky et autres ! Non-lieu pour les tueurs Abbat et Martignat ! Voilà la « justice » française.

En même temps, on arrête les militants ouvriers, on poursuit la lutte ouvrière, on emprisonne, on déchaîne la terreur contre les grévistes et les immigrés. Tout cela va ensemble !

Nous appelons les travailleurs à réagir contre cet état de choses, à agir dans toutes les assemblées ouvrières la question de l'assassinat de Klément. La justice prolétarienne doit faire entendre sa voix !

SALLE SUSSET, 206, Quai Valmy, PARIS-10<sup>e</sup>

**SAMEDI 10 DÉCEMBRE 1938, à 20 h. 30**

Grande Fête Anniversaire de "RÉVOLUTION"  
Organe des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires

## SOIRÉE ARTISTIQUE REVOLUTIONNAIRE

AU PROGRAMME :

La Chorale des J.S.R. - Le Chansonnier GRELLO - CHRISTIANNE NÉRÉ

LA CROSSE EN L'AIR, par Decroux

Une pièce en 1 acte LA PAIX EN CARTON avec Roger Blin, Méré, Decroux, Itkine, etc...

GRAND BAL DE NUIT

ENTRÉE : CONCERT ET BAL 8 FRANCS - CHOMEURS 5 FRANCS

## Notre riposte au Plan Reynaud

(Suite de la Page)

« Pas de programmes d'armements, mais un programme de travaux d'utilité publique ». Pas un programme de mitrailleuses et de 5.000 avions, mais un programme de borne-fontaines, de canaux d'irrigation, de travaux d'hygiène et d'utilité pour nos campagnes !

Echelle mobile, et rajustement immédiat des traitements des fonctionnaires !

Indemnités de crise, crédit à bon marché pour les paysans et petits commerçants.

Aux prêches des capitalistes sur la hausse des prix, les paysans artisans, commerçants, en tant que consommateurs doivent répondre :

« Montrez-nous vos livres, nous exigeons le contrôle sur la politique des prix. Les organes de ce contrôle doivent être, les comités de surveillance des prix formés de délégués d'usine, de syndicats, de coopératives, d'organisation de paysans, de petites gens des villes, de ménagères, etc... Comment faire payer les riches, comment trouver de l'argent pour les pauvres ? Le contrôle ouvrier ; les nationalisations.

Tout le monde reconnaît la nécessité de « contrôler » et de « planifier » l'économie. Mais par qui et au profit de qui ?

Les fascistes « planifient » d'une manière militaire au profit du capital. Les démocrates planifient sur le papier, et s'arrêtent devant la toute puissance des trusts et de leur secret commercial.

L'abolition du secret commercial est le premier pas vers un véritable contrôle de l'industrie.

Pour briser la résistance des deux cents familles, il faut la force organisée du prolétariat. Les Comités d'usines, aidés des techniciens, peuvent seuls assurer le contrôle de l'industrie : ce contrôle établira la part réelle du profit, fera la lumière sur les secrets de la gestion capitaliste. Il sera à même d'aboutir aux conclusions : qui doit payer ? Combien il doit payer.

Reynaud gémit à loisir sur le marasme des deux cents familles. Seul le contrôle ouvrier fera la lumière sur l'anarchie de la production et trouvera les vraies solutions. Il aboutira à l'établissement d'un plan économique. Il sera le premier pas dans la voie de la direction socialiste de l'économie.

L'anarchie capitaliste est telle que « fascistes » et « démocrates » sont obligés de recourir à « nationalisations ». Mais, comme on le voit d'après les nationalisations de Paul Faure (Creusot, aviation) ou de Bonnet (Société Nationale des Chemins de fer), les « nationalisations » renforcent les capitalistes et obligent le peuple tra-

vailleur à leur payer avec sa sueur des milliards.

Nous revendiquons l'expropriation sans indemnité des deux cents familles de la Banque, de l'Industrie, du Rail. Nous repoussons tout rachat.

Nous exigeons le remboursement de milliards versés à MM. Brandt, Schneider, Rotchild et Cie. Voilà des milliards, pour les vieux, les fonctionnaires, les paysans. Mais dans le système de capital financier, ces mesures ne peuvent être efficaces qu'à la condition d'être couronnées par l'expropriation des Banques privées et l'établissement du système de crédit. Ainsi les leviers de commande ne sont pas industriels, mais bancaires, doivent être arrachés aux deux cents familles.

Bien entendu, une telle expropriation des gros possédants, ne signifie pas l'expropriation des petits capitalistes et déposants. Ces derniers, par les nationalisations véritables, pourront obtenir de plus grandes facilités de gestion et de crédit.

Cependant l'expérience, en particulier l'expérience de la Catalogne, prouve que ces mesures de contrôle et de nationalisation, ne peuvent subsister et avoir de résultats favorables que si le pouvoir passe aux mains des exploités.

La lutte pour le pouvoir.

C'est pourquoi, il est nécessaire d'orienter la lutte même à partir des conditions et des combats les plus modestes, vers le pouvoir qui doit être arraché par la violence à l'exploiteur.

Les milices fascistes, les groupes de briseurs de grèves, ont pour tâche immédiate d'aider la police de la bourgeoisie à conserver le pouvoir du capital par la violence. « Les piquets de grève, les détachements de combat, la milice ouvrière, l'armement du prolétariat », constituent à la fois l'arme de défense des ouvriers contre l'agression réactionnaire contre leurs libertés et leurs vies, ainsi que l'arme pour se préparer dans les luttes partielles ou générales à la prise du pouvoir.

De même que la milice même sous la forme de lutte antifasciste, est une manifestation élémentaire de lutte armée contre l'exploiteur et pour le pouvoir, de même le comité d'usine, ou de surveillance des prix, introduit dans le régime un élément du pouvoir prolétarien. Il faut par une propagande et une action incessante, à partir des revendications de lutte les plus minimes réaliser « les Comités partout ».

C'est le seul moyen d'aller vers le pouvoir aux ouvriers et aux paysans. « Les Soviets partout », instruments du pouvoir, ne sont pas autre chose que les Comités, rendus conscients par la situation et par le parti révolutionnaire, de leur mission.

Aujourd'hui, Thorez et Duclos demandent « un gouvernement conforme aux aspirations du pays ». Que veut dire cette formule ? Daladier-Reynaud seraient pour ces messieurs en dépit des décrets-lois « un gouvernement conforme aux aspirations du

pays » s'ils avaient transformé la mobilisation de septembre en guerre impérialiste.

Nous avons eu aussi un gouvernement Blum, jugé par Thorez « conforme aux aspirations du pays ». Ce fut le gouvernement du crime contre l'Espagne ouvrière, le gouvernement de Clichy, le gouvernement de la « pause » poursuivie depuis par Reynaud. Alors, un gouvernement Herriot-Blum Thorez ? Un gouvernement qui utiliserait ce qui reste de crédit à la CGT, au PS et au PC, pour faire avaler à peu de chose près la même pilule que Reynaud, un gouvernement qui, par là même, précipiterait le fascisme ?

Les ouvriers de France ont fait l'expérience de Herriot et de Blum. Alors dira-t-on « Thorez au pouvoir » ?

Mais Thorez ne veut y aller que prisonnier de Blum-Herriot. Car Thorez ne veut pas faire la révolution, ne veut pas exproprier les capitalistes.

Alors le seul gouvernement possible est un gouvernement reposant sur les comités, élu dans un congrès des Comités : le gouvernement ouvrier et paysan.

CLART.

Vosges

## Chez les Carriers

Que ce soit en 1911, 1921, 1934 et en 1938, les carriers furent toujours les premiers à engager la lutte contre le patronat ; aujourd'hui encore, les carriers sont à la tête du redressement syndical dans les Vosges.

Pendant les événements de septembre, il y eut huit jours de chômage ; les carriers de Saulxg sur Moselotte sont fermés, et 80 carriers sont sans travail, dans la pire misère.

Les patrons veulent faire réprimer la Toussaint, et menacent de boucler les chantiers si les ouvriers refusent ; ils provoquent continuellement, l'un d'eux a osé envoyer au secrétaire du syndicat une lettre menaçant de licencier « ceux qui ne produisent pas assez, dusent-ils mourir de faim ».

Mais la réponse ouvrière a été ferme : par un vote magnifique, nous avons répondu : « Non, nous ne reculerons pas ». Voilà les résultats des votes :

Chantier du Bout du Lac : 58 votants. Contre la récupération : 32. Pour : 3. Nuls : 3.

Chantier de la Brulée : 28 votants. Contre : 21. Pour : 4. Nuls : 3.

Chantier de Plaine : 52 votants. Contre : 47. Pour : 2. Nuls : 3.

Ce défi au patronat rapace est un bon exemple pour les camarades des autres industries du Département. Camarades carriers, en avant pour la lutte contre le patronat et contre les décrets-lois ! Un groupe de carriers.

Le Gérant : LORET

Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail, Paris

## Contre la répression, fais ton devoir de solidarité :

## Soutiens le Secours International

C. c. p. Suzanne Jubault 2313-31 Paris

## Une leçon toute fraîche

(Suite de la page 3)

Pour ce qui est du capitalisme avancé, il a non seulement dépassé depuis longtemps les anciennes formes de propriété, mais aussi l'Etat national, et par conséquent aussi la démocratie bourgeoise. C'est en cela précisément que consiste la crise fondamentale de la civilisation contemporaine. La démocratie impérialiste pourrit et se désagrège. Le programme de la « défense de la démocratie » pour les pays avancés est un programme de réaction. La seule tâche progressive est ici la préparation de la révolution socialiste internationale. Son but est de briser les cadres du vieil Etat national et d'édifier la société selon les conditions géographiques et techniques, sans douanes ni impôts médiateurs.

Cela ne signifie pas, encore une fois, une attitude indifférente envers les méthodes politiques actuelles de l'impérialisme ! Dans tous les cas où les forces contre-révolutionnaires tentent de revenir de l'Etat « démocratique » pourrissant en arrière, vers le particularisme provincial, vers la monarchie, la dictature militaire, le fascisme, le prolétariat révolutionnaire, sans prendre sur lui la moindre responsabilité pour la « défense de la démocratie » (elle n'est pas défendable !), opposera à ces forces contre-révolutionnaires une résistance armée, pour en cas de succès, diriger son offensive contre la « démocratie » impérialiste.

Cette politique n'est applicable, cependant, que pour ce qui concerne les conflits intérieurs, c'est-à-dire dans les cas où l'enjeu de la lutte est véritablement la question du régime politique : c'est ainsi, par exemple, que s'est présentée la question en Espagne. La participation des ouvriers espagnols à la lutte contre Franco était leur devoir élémentaire. Mais c'est précisément et uniquement parce que les ouvriers n'ont pas réussi à remplacer à temps le pouvoir de la démocratie bourgeoise par leur propre pouvoir, que la « démocratie » a fait place au fascisme.

Cependant, c'est pure tromperie et charlatanisme que de transporter mécaniquement les lois et les règles de la lutte des différentes classes d'une seule et même nation dans la guerre impérialiste, c'est-à-dire la lutte d'une seule et même classe de différentes nations. Actuelle-

ment, il n'est, semble-t-il, pas besoin de démontrer que les impérialistes luttent contre l'autre non pour des principes politiques, mais pour la domination sur le monde, sous le couvert des principes qui leur semblent bons.

Mussolini et ses proches collaborateurs sont, à ce que l'on peut penser, des athées, c'est-à-dire qu'ils ne croient ni en dieu ni au diable. Le roi d'Angleterre et ses ministres sont embourbés dans des préjugés médiévaux et croient non seulement au diable, mais même à sa grand-mère. Cela ne signifie pourtant pas que la guerre entre l'Italie et l'Angleterre serait une guerre de la science contre la religion. L'athée Mussolini attiserait de toutes ses forces les passions religieuses des musulmans. Le respectable protestant Chamberlain rechercherait de son côté l'aide du pape, etc... La république, dans le calendrier du progrès humain, est au-dessus de la monarchie. Cela signifie-t-il que la guerre de la France républicaine, disons contre la Hollande monarchique pour ses colonies serait la guerre de la république contre la monarchie ? Sans même parler qu'au cas d'une guerre nationale du bey de Tunis contre la France, le progrès serait du côté de la monarchie barbare, et non de la république impérialiste. L'hygiène occupe une place importante dans la civilisation humaine. Cependant, quand il s'agit d'un assassinat, la question de savoir si l'assassin s'était auparavant lavé les mains, n'a pas une importance décisive. Substituer aux buts réels des camps impérialistes en lutte des abstractions politiques ou morales, c'est non pas lutter pour la démocratie, mais aider les brigands à masquer leurs vols, leurs pillages et leurs violences. C'est en cela précisément que consiste actuellement la fonction de la Deuxième et de la Troisième Internationale.

## La politique internationale de la clique bonapartiste du Kremlin.

Le coup immédiat a été porté cette fois-ci contre la Tchécoslovaquie. Un tort sérieux a été fait à la France et à l'Angleterre. Mais le coup le plus formidable a été subi par le Kremlin. Son système de fictions, de charlatanisme et de tromperies a souffert un effondrement international.

Après avoir écrasé les masses soviétiques et rompu avec la politique de la révolution internationale, la clique

du Kremlin est devenue le jouet de l'impérialisme. En ce qu'elle avait de fondamental, la diplomatie de Staline dans les cinq dernières années n'était que le reflet et le complément de la diplomatie de Hitler. En 1933, Staline tenta de toutes ses forces de devenir l'allié de Hitler. Mais la main tendue fut repoussée, car Hitler, à la recherche de l'amitié de l'Angleterre, se donnaient comme le sauveur de l'Allemagne et de l'Europe contre le bolchevisme. Staline se posa alors pour tâche de démontrer à l'Europe capitaliste que Hitler ne lui était pas nécessaire, que le bolchevisme ne renfermait en soi aucun danger, que le gouvernement du Kremlin était un animal bien dressé qui savait faire le beau. Ainsi, en se repoussant de Hitler, plus exactement repoussé par lui, Staline devint peu à peu un laquais et un assassin mercenaire au service des pays de l'impérialisme repu.

De là chez la bande totalitaire du Kremlin cette fureur si absurde de s'agenouiller devant la démocratie bourgeoise gangrenée. De là l'idéalisme stupide de la Société des Nations. De là les « fronts populaires » qui ont étranglé la révolution espagnole. De là le remplacement de la lutte réelle des classes par des déclamations « contre le fascisme ». Avec une impudence toute particulière, la fonction internationale actuelle de la bureaucratie soviétique et du Comintern s'est manifestée au congrès pacifiste de Mexico (septembre 1938), où les agents mercenaires de Moscou tentèrent de convaincre les peuples de l'Amérique latine qu'ils devaient lutter non pas contre l'impérialisme bien réel qui les menace, mais exclusivement contre le fascisme.

Comme il fallait s'y attendre, Staline ne s'est acquis par ces basses manœuvres, ni amitié ni confiance. Les impérialistes n'ont pas coutume d'apprécier une société par les déclarations de son « chef », ni même par le caractère de sa structure politique, mais par sa base sociale. Tant que l'URSS maintiendra la propriété étatique des moyens de production, en sauvegardant le monopole du commerce extérieur, les impérialistes, y compris les impérialistes « démocratiques », n'auront pas pour Staline plus de confiance, et incomparablement moins de respect, que l'Europe féodale et monarchique n'en avait pour le premier Bonaparte. Ceint de l'aurole de ses victoires et entouré du cortège de ses brillants maréchaux, Napoléon n'a pas échappé à Waterloo. Staline a couronné la série de ses capitulations, échecs et trahisons par l'extermination générale des maréchaux de la révolu-

tion. Peut-on avoir le moindre doute sur le sort qui l'attend ?

Le seul obstacle dans la voie de la guerre est l'effroi des classes possédantes devant la révolution. Tant que l'Internationale communiste resta fidèle aux principes de la révolution prolétarienne, elle représentait, à côté de l'Armée rouge, à laquelle elle était étroitement liée, le plus important facteur de paix. Ayant prostitué le Comintern et en ayant fait une agence de l'impérialisme « démocratique », ayant décapité et paralysé la force militaire des soviets, Staline a définitivement délié les mains à Hitler, ainsi qu'à ses adversaires, et a poussé l'Europe à la guerre.

Les falsificateurs de Moscou couvrent maintenant leur ancien ami démocrate Bénédict d'impressions à bon marché, parce qu'il aurait « capitulé » trop tôt et empêché l'Armée rouge d'écraser Hitler, indépendamment de l'attitude de la France. Ces foudres théâtrales font apparaître de la façon la plus claire l'impuissance et l'hypocrisie du Kremlin. Qui vous a forcés à croire à Bénédict ? Qui vous a contraints à vous soumettre au mythe de l'« alliance des démocraties » ? Qui, enfin, vous a empêchés, aux heures critiques, alors que toute la Tchécoslovaquie bouillait comme une chaudière, d'appeler le prolétariat de Prague à s'emparer du pouvoir et à lui envoyer en aide l'Armée rouge ? Il est évidemment plus difficile de lutter contre le fascisme que de fusiller et d'empoisonner de vieux bolcheviks... Sur l'exemple de la Tchécoslovaquie tous les petits Etats et surtout les peuples coloniaux doivent voir quelle aide ils peuvent attendre du Kremlin.

Seul le renversement de la clique bonapartiste du Kremlin rendra possible la régénération de la force militaire de l'URSS. Seule la liquidation de l'ex-Comintern ouvrira la voie à l'internationalisme révolutionnaire. La lutte contre la guerre, l'impérialisme et le fascisme impose une lutte impitoyable contre le stalinisme couvert de crimes. Qui le défend directement ou indirectement, qui se fait sur ses trahisons ou exagère sa puissance militaire, celui-là est le pire ennemi de la révolution, du socialisme et des peuples opprimés. Plus tôt la clique du Kremlin sera renversée par l'offensive armée des ouvriers, plus grandes seront les chances de régénération socialiste de l'URSS, plus proche et plus large sera la perspective de la révolution internationale.

(La fin au prochain numéro)